AFRO BAROMETER
Donner une voix au peuple

Riposte au terrorisme : Les Togolais entre soutien et inquiétude

Par Hervé Akinocho et Emmanuel Houenou

Document de Politique d'Afrobarometer No. 96 | Octobre 2025

Introduction

Depuis le début du nouveau millénaire, le terrorisme est devenu l'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les pays de l'Afrique de l'Ouest (Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme, 2021). Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont été le théâtre d'attaques répétées, perpétrées par des groupes armés terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'Etat Islamique, entraînant des milliers de morts et des déplacements massifs de populations (Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest, 2024).

Cette dynamique régionale a progressivement affecté certains pays côtiers du Golfe de Guinée, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo, qui sont devenus des cibles stratégiques pour ces organisations terroristes (Africa Defense Forum, 2024).

Depuis 2021, la menace terroriste s'intensifie au Togo, particulièrement dans la région des Savanes, frontalière avec le Burkina Faso. Longtemps épargné par les violences qui frappent le Sahel, le pays doit désormais faire face à une recrudescence d'attaques perpétrées par des groupes armés terroristes. Depuis le début de l'année, le pays a déjà subi 15 attaques, faisant environ 54 victimes civiles et des milliers de déplacés (Psaledakis, 2025). Il est même à craindre un enracinement local de l'insécurité puisque les attaques se font de plus en plus loin des zones frontalières. Cette situation a instauré un climat de peur et d'incertitude, notamment dans les localités frontalières (Africa Defense Forum, 2024 ; Khalfaoui, 2025).

Plusieurs facteurs expliquent cette vulnérabilité accrue du Togo face à l'expansion du terrorisme. En premier lieu, la proximité immédiate avec le Burkina Faso expose naturellement la région des Savanes à des incursions de combattants en quête de refuges temporaires ou de nouveaux espaces d'influence (International Crisis Group, 2024). De plus, la porosité des frontières facilite les mouvements transfrontaliers des groupes armés, complexifiant ainsi les efforts de surveillance et de contrôle sécuritaire. Par ailleurs, la fragilité socio-économique de ces territoires constitue un terreau propice à l'implantation et au recrutement par les groupes extrémistes. En effet, la faiblesse des infrastructures, la précarité des conditions de vie et la marginalisation de certaines communautés alimentent un sentiment d'abandon susceptible d'être exploité par les idéologies radicales (Institut d'Etudes de Sécurité, 2023). En outre, les groupes extrémistes ravivent les conflits existants – conflits fonciers ou conflits éleveurs-agriculteurs – dans les communautés pour prendre pied (Khalfaou, 2025). Il faut noter aussi que la menace terroriste s'accompagne d'une milicisation des groupes armés, qui nouent des alliances opportunistes avec certains acteurs communautaires locaux pour gagner du terrain (Bako-Arifari, Amouzou-Glikpa, & Chabi-Imorou, 2024).

Face à cette menace croissante, le gouvernement togolais a engagé des initiatives importantes pour renforcer la sécurité et la résilience de la région. Sur le plan militaire, les forces de défense et de sécurité ont été déployées en renfort dans la région des Savanes afin de mieux sécuriser les frontières et prévenir toute infiltration de groupes hostiles. L'opération Koundjoaré, mise en place dès 2018, illustre cet engagement dans la lutte contre les incursions terroristes et la protection des populations locales (Ministère des Armées, 2022). Parallèlement, le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) a été instauré pour coordonner les efforts de prévention et renforcer la résilience des communautés face aux discours radicaux (Institut d'Etudes de Sécurité, 2019). En complément de ces mesures sécuritaires, le gouvernement a lancé en octobre 2023 le Programme d'Urgence pour la Région des Savanes (PURS). Ce programme vise à améliorer les conditions de vie des populations affectées par l'insécurité en développant des infrastructures, en favorisant l'accès aux services de base et en renforçant les opportunités économiques pour les jeunes. L'objectif est de contrer les facteurs sous-jacents qui favorisent la radicalisation et de restaurer un climat de confiance entre les populations et l'Etat (Portail Officiel de la République Togolaise, 2023).

Cependant, malgré ces efforts significatifs, des défis majeurs subsistent. La communication autour des actions entreprises et la gestion du sentiment d'insécurité demeurent des enjeux cruciaux.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Selon les récents résultats de l'enquête Afrobarometer, une majorité de Togolais considèrent que le gouvernement répond de manière adéquate aux préoccupations liées au terrorisme dans le Nord du pays, une opinion particulièrement forte dans la région des Savanes. La confiance envers la capacité des autorités à contenir ou éradiquer cette menace est également largement partagée. Toutefois, les avis sont plus divisés quant à la qualité de la communication gouvernementale, et près de la moitié des citoyens déclarent ressentir un sentiment accru d'insécurité lié à la situation au Nord.

Les habitants des Savanes se distinguent par un regard plus optimiste sur l'orientation et la situation économique du pays, ainsi que des perspectives d'avenir, bien qu'ils soient plus enclins à percevoir des traitements discriminatoires envers les membres de leur groupe ethnique et qu'ils fassent face à un déficit plus marqué en infrastructures et services.

Par ailleurs, la résidence dans la région des Savanes est associée à une confiance accrue envers le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme, de même qu'à une meilleure appréciation de sa communication et de sa gestion des préoccupations relatives à la situation sécuritaire dans le Nord. En revanche, la perception d'une bonne situation économique nationale exerce une influence mitigée sur l'approbation de ces politiques.

Cela suggère que la proximité avec les zones d'insécurité, défavorisées en infrastructures et en services, n'entraîne pas nécessairement un rejet des politiques gouvernementales en matière de sécurité. La perception d'une bonne situation économique nationale, probablement liée aux investissements massifs consentis par le gouvernement dans la région, entretient toutefois un lien mitigé avec leur approbation.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en novembre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, 2017, 2021 et 2022.

Résultats clés

- La majorité (56%) des Togolais estiment que le gouvernement répond de manière adéquate aux préoccupations liées au terrorisme dans le Nord du pays.
    - Cette opinion est particulièrement marquée dans la région des Savanes, où elle atteint 74%.
- Six citoyens togolais sur 10 (59%) disent faire confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste au Nord du Togo.
- Environ un sur deux Togolais (48%) déclarent que le gouvernement communique bien par rapport aux préoccupations sur le terrorisme au Nord du pays, tandis que 44% pensent le contraire.
- Près de la moitié (47%) des Togolais affirment que la situation sécuritaire dans le Nord du pays augmente « partiellement » ou « beaucoup » leur sentiment d'insécurité.

Copyright ©Afrobarometer 2025

- La région des Savanes, la plus exposée au terrorisme dans le Nord du pays, est défavorisée en matière d'infrastructures et de services, et ses résidents sont plus nombreux à percevoir des traitements discriminatoires envers les membres de leur groupe ethnique. Cependant, ils se montrent plus optimistes que les habitants du reste du pays : 55% estiment que le Togo va dans la bonne direction (contre 34%), 42% jugent favorablement la situation économique nationale (contre 29%), et 73% se disent confiants quant à l'avenir économique du pays (contre 44%).

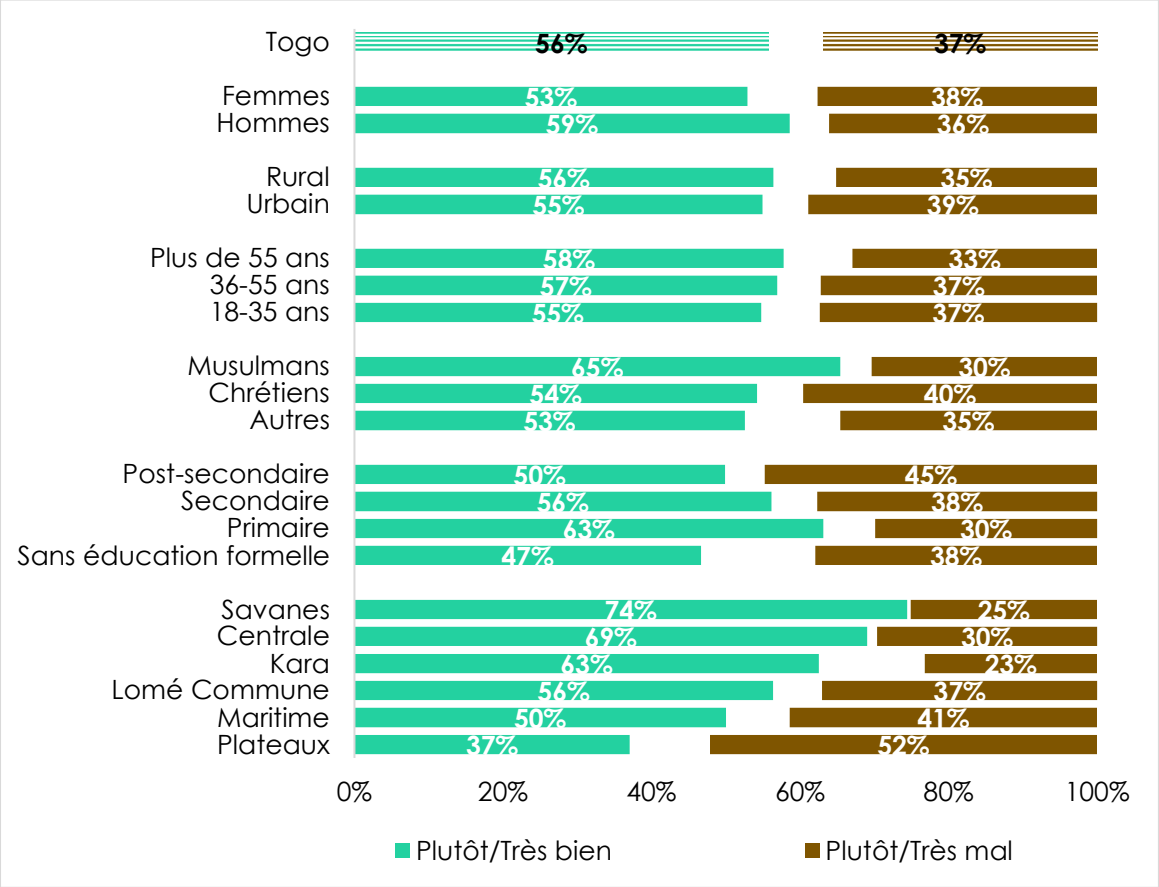
- La confiance envers le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme, ainsi que l'approbation de sa communication et de sa réponse aux préoccupations liées au terrorisme dans le Nord du pays, sont positivement corrélées avec la résidence dans la région des Savanes.
    - En revanche, le fait de percevoir que l'économie nationale se porte bien a un effet mitigé sur l'approbation des politiques gouvernementales en matière de lutte contre le terrorisme.

Gestion de la crise sécuritaire au Nord du pays

La perception des citoyens sur la gestion du terrorisme est un indicateur clé de la confiance et du soutien public aux actions entreprises par le gouvernement.

La majorité (56%) des Togolais estiment que la réponse du gouvernement face aux attaques terroristes dans le Nord du pays est « plutôt bonne » ou « très bonne » (Figure 1).

Figure 1 : Performance du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme au Nord du pays | par groupe démographique | Togo | 2024



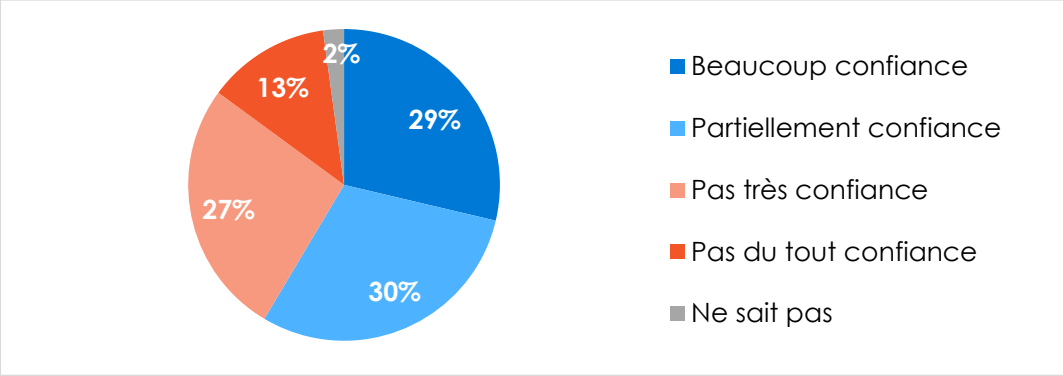
Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement répond aux préoccupations sur le terrorisme au Nord du pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Cette perception est particulièrement forte dans la région des Savanes (74%), la plus exposée aux attaques, ainsi que parmi les musulmans (65%) et les hommes (59%). A l'inverse, elle est moins répandue dans les Plateaux (37%), chez les chrétiens et adeptes d'autres religions (53%-54%) et parmi les femmes (53%).

Par ailleurs, six Togolais sur 10 affirment faire « partiellement confiance » (30%) ou « beaucoup confiance » (29%) aux autorités pour contenir ou éradiquer la menace terroriste au Nord du pays (Figure 2). Ce niveau de confiance traduit un soutien global aux stratégies en place, mais implique également une attente forte en matière de résultats concrets et durables.

Figure 2 : Confiance au gouvernement dans la lutte contre le terrorisme dans le pays | Togo | 2024

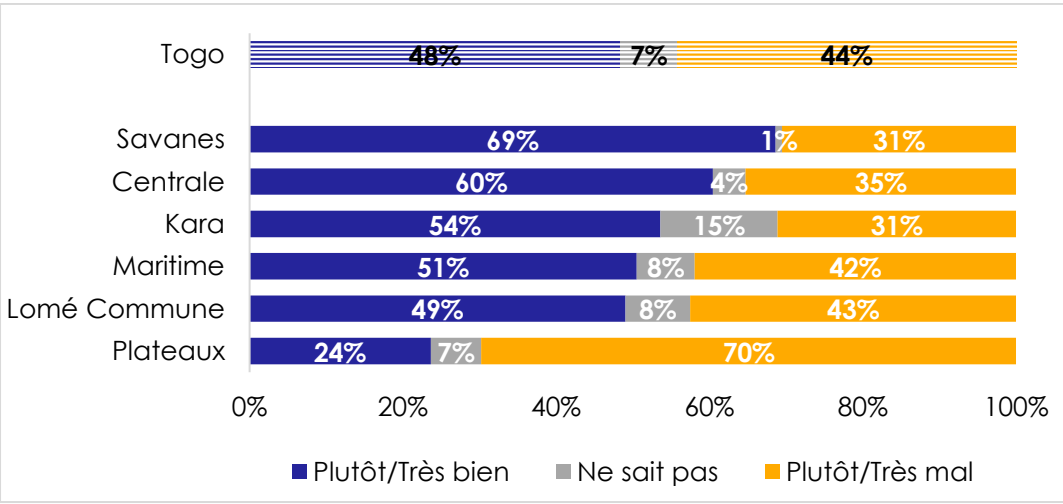


Question posée aux répondants : *A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste au Nord du pays ?*

Au Togo, la communication sur la lutte contre le terrorisme est assurée par le CIPLEV et le PURS, qui coordonnent les actions nationales et sensibilisent les communautés à risque, en mettant l'accent sur la cohésion sociale et la résilience communautaire (Ministère de la Sécurité, 2019 ; Portail Officiel de la République Togolaise, 2021).

Cette communication gouvernementale sur la crise sécuritaire suscite des avis partagés auprès des citoyens. Près de la moitié (48%) des Togolais estiment que cette communication est adéquate, tandis que 44% la jugent insuffisante (Figure 3).

Figure 3 : Perception sur la manière dont le gouvernement communique sur le terrorisme au Nord du pays | par région | Togo | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement communique par rapport aux préoccupations sur le terrorisme au Nord du pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Cette opinion varie fortement selon les régions. Les résidents de la région des Savanes (69%) sont nettement plus nombreux à approuver la communication gouvernementale que ceux d'autres régions, notamment des Plateaux, où seuls 24% partagent cet avis.

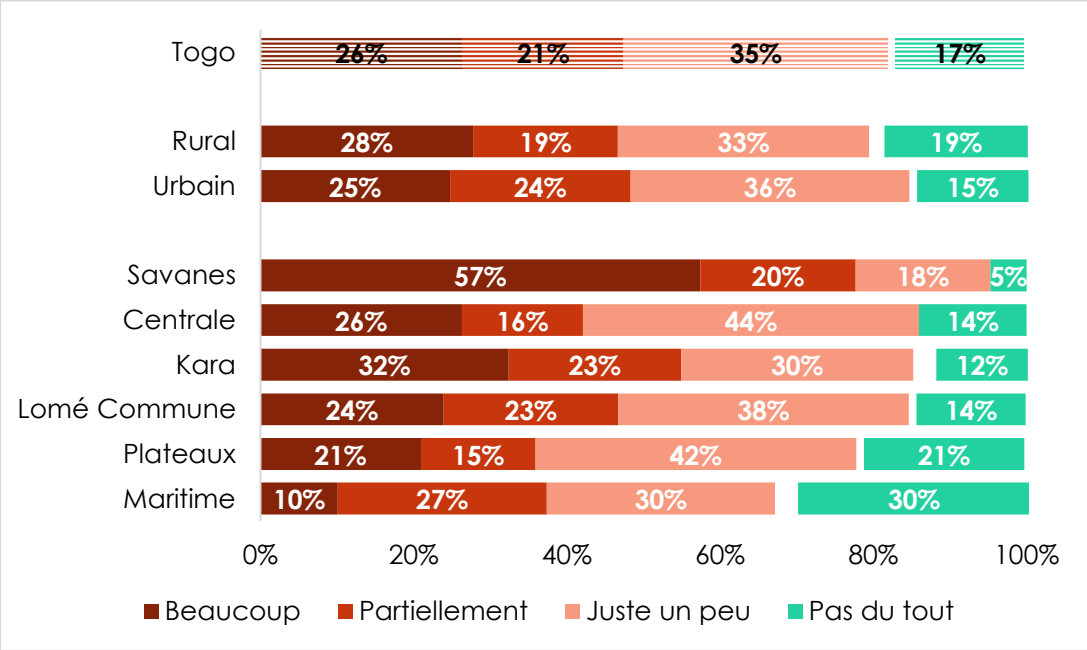
Cette divergence met en évidence un besoin d'améliorer la transparence et l'accessibilité des informations afin de renforcer la confiance et l'adhésion aux efforts de lutte contre le terrorisme dans le pays.

Le ressenti des citoyens face à l'insécurité est un facteur déterminant pour mesurer l'impact des politiques de lutte contre le terrorisme. Près de la moitié (47%) des Togolais affirment que la situation au Nord du pays accroît « partiellement » (21%) ou « beaucoup » (26%) leur sentiment d'insécurité dans leurs activités quotidiennes, auxquels s'ajoutent 35% qui estiment qu'elle l'accroît « juste un peu » (Figure 4).

Sans surprise, ce sentiment d'insécurité est nettement plus marqué dans la région des Savanes (77%) que dans les autres régions du pays.

Cette perception suggère que, malgré les efforts sécuritaires déployés, une partie de la population ressent toujours une menace persistante.

Figure 4 : Sentiment d'insécurité lié à la situation sécuritaire au Nord du pays | par milieu de résidence urbain-rural et région | Togo | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point la situation sécuritaire dans le Nord du pays augmente votre sentiment d'insécurité dans vos activités quotidiennes ?*

Les Savanes comparées au reste du pays : Infrastructures, économie, justice

Plusieurs analystes politiques et économiques évoquent l'existence de conditions préalables pour favoriser le développement ou l'implantation de mouvement extrémistes dans un territoire. Les conditions souvent retenues vont de la marginalisation économique aux injustices politiques en passant par le déficit d'infrastructures (Allan, Glazzard, Jesperson, Reddy-Tumu, & Winterbotham, 2015). L'analyse comparative sur ces dimensions permettra de voir si ces hypothèses sont valides dans le cas du Togo.

Lors de la collecte des données, les équipes de terrain d'Afrobarometer recueillent également des informations sur les infrastructures locales. Par exemple, dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée, les agents notent la présence de certaines infrastructures dans la zone, ou leur accessibilité à pied (c'est-à-dire sans coût de transport significatif pour les habitants). Comme les ZD sont choisies de manière à refléter l'ensemble de la population

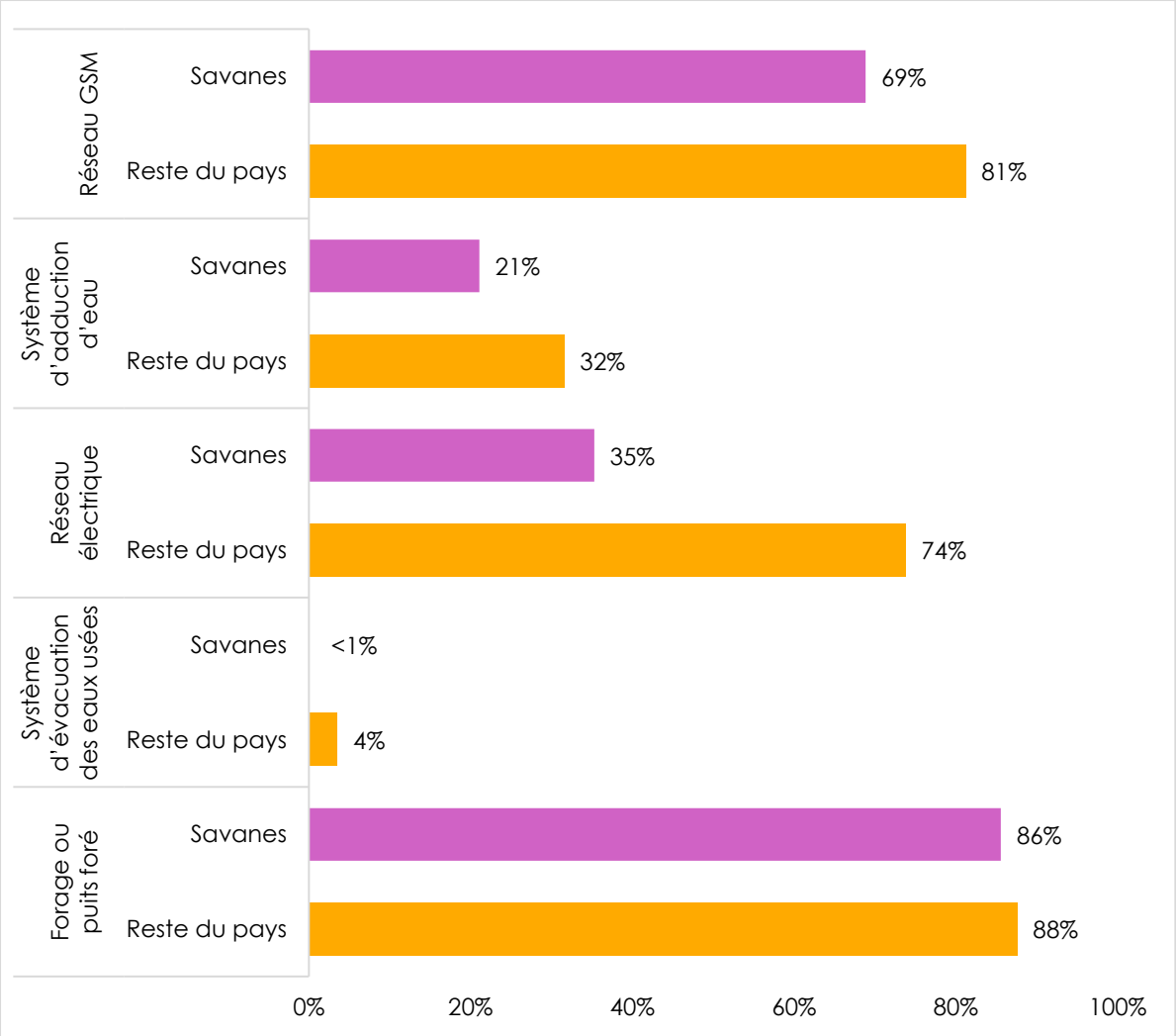
Copyright ©Afrobarometer 2025

nationale, ces observations permettent de produire des indicateurs représentatifs de l'accès aux services et aux infrastructures dans le pays[1].

En ce qui concerne la disponibilité des services de base, comparativement au reste du pays, la région des Savanes a moins d'accès au réseau GSM (69% contre 81%), au système d'adduction d'eau (21% contre 32%) et au réseau électrique (35% contre 74%) (Figure 5).

Cette tendance est confirmée par les données individuelles qui montrent que les ménages de la région des Savanes sont moins nombreux à avoir accès à l'électricité (25% contre 69%) et à l'eau potable – système d'eau potable public ou communautaire, un puits tubulaire ou forage, un puits protégé ou de l'eau de source protégée – (74% contre 78%) que les ménages du reste du pays (Figure 6).

Figure 5 : Disponibilité des services dans la zone : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024

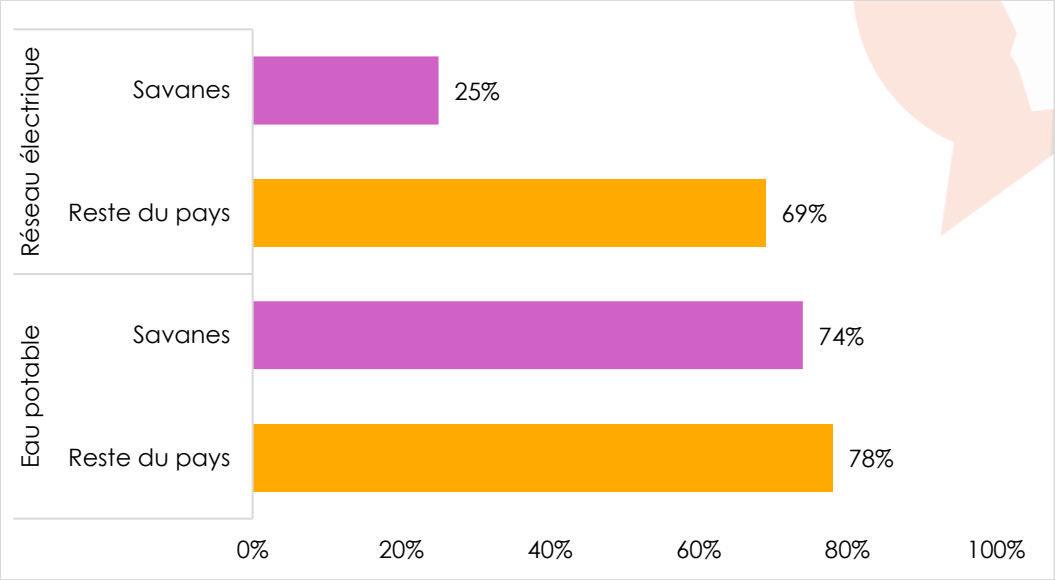


Questions posées aux enquêteurs : *Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau électrique accessible à la plupart des maisons ? Système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons ? Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons ? Réseau GSM ? Forage ou puits foré ? (% qui disent « oui »)*

[1] Les équipes d'enquête visitent donc généralement environ 150 ZD pour les enquêtes avec n = 1.200. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur le chiffre rapporté ici pour la présence des services et infrastructures est plus élevée que pour les résultats recueillis lors d'entretiens individuels.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 6 : Accès à l'eau potable et à l'électricité : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024



Questions posées aux répondants :

Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ? (% qui disent « système d'eau potable public ou communautaire », « puits tubulaire ou forage », « puits protégé » ou « eau de source protégée »)
Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) ? (% qui disent « oui »)

En matière d'infrastructures, la région des Savanes est nettement moins équipée que le reste du pays. On y trouve beaucoup moins souvent d'écoles (28% contre 88%), de marchés (35% contre 56%), de centre de santé (19% contre 60%), de banques ou institutions de microfinance (24% contre 59%) et de moyens de transport payant (30% contre 67%). Certains équipements sont quasiment absents ou difficile à déterminer, comme les bureaux de poste (aucun signalement contre 20%) ou les centres sociaux ou bureaux d'aide gouvernementaux (aucun signalement contre 7%) (Figure 7).

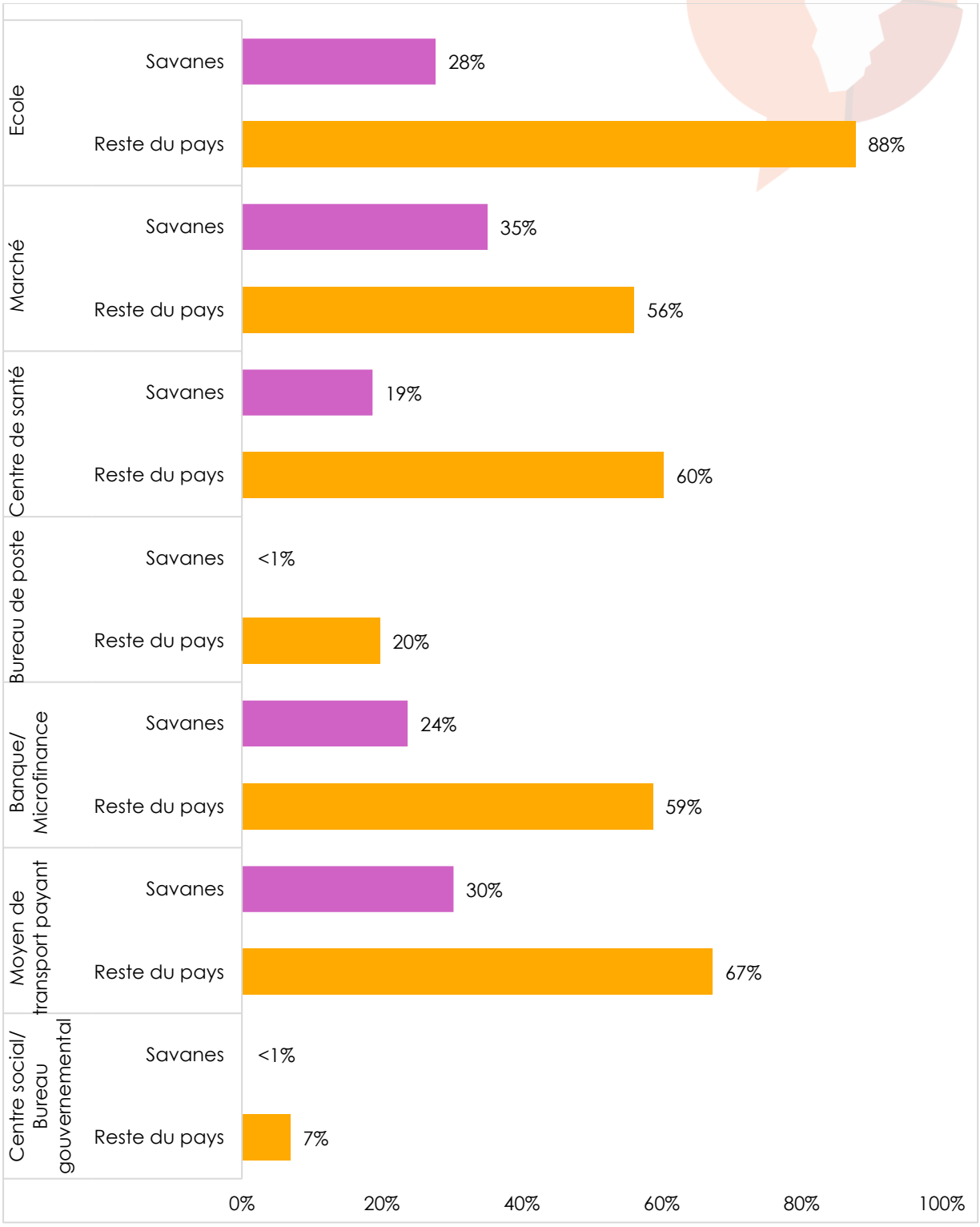
Quant à la présence policière ou douanière, elle est moins signalée dans les Savanes que dans le reste du pays (par exemple, aucun signalement contre 30% pour les postes de police/gendarmerie, 21% contre 31% pour les policiers/gendarmes ou leurs véhicules, aucun signalement contre 5% pour les postes de douane, aucun signalement contre 10% pour les barrages policiers ou militaires) (Figure 8). En revanche, la présence des militaires ou des véhicules de l'armée y est plus signalée (16% contre 8%).

Par ailleurs, il y a moins de routes goudronnées ou en béton sur les cinq derniers kilomètres avant les ZD dans la région des Savanes que dans le reste du pays (26% contre 43%) (Figure 9).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2025

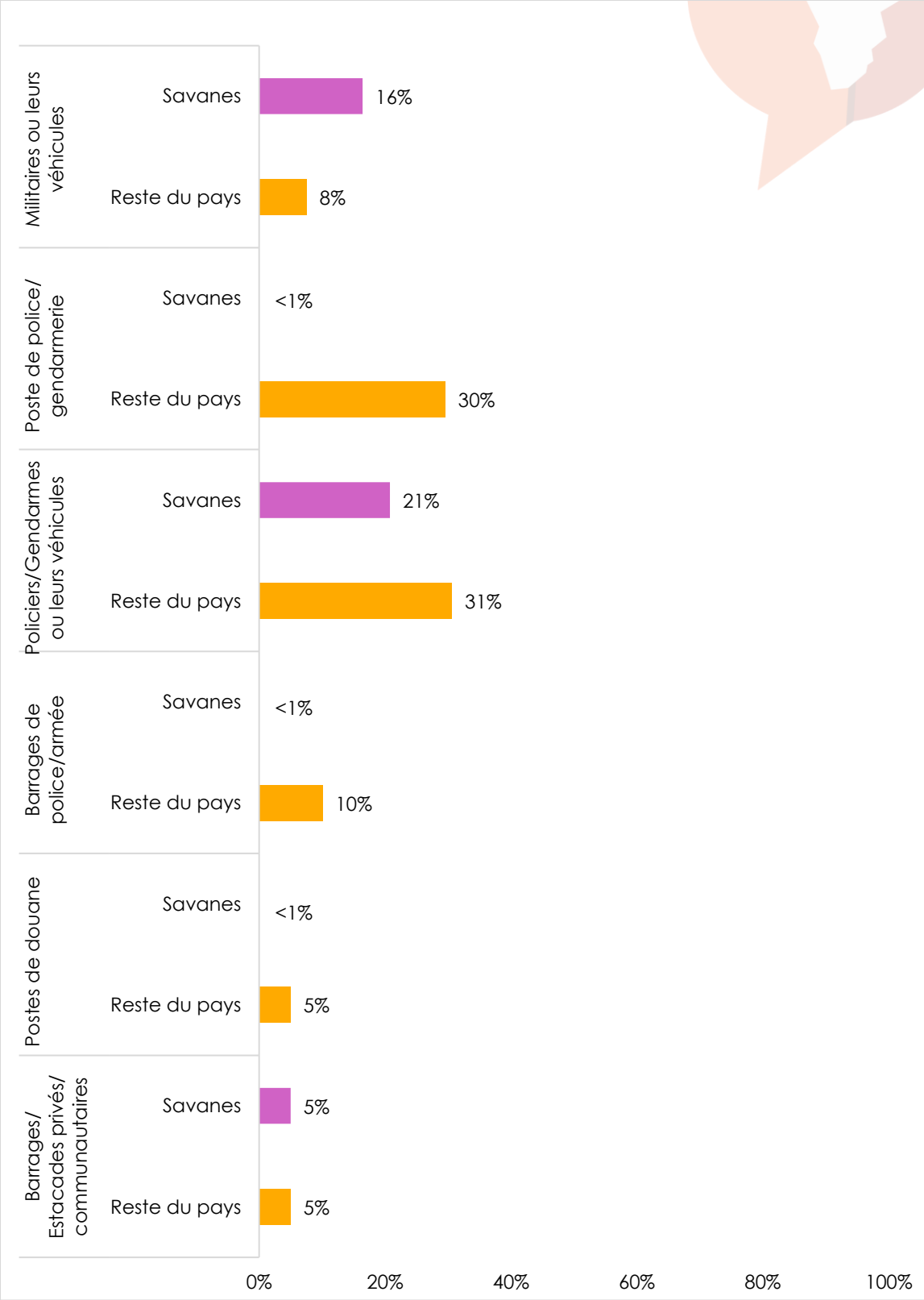
Figure 7 : Disponibilité des infrastructures dans la zone : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024



Questions posées aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Bureau de poste ? Ecole (privée, publique, ou les deux) ? Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ? Marché (vente de vivres et/ou de vêtements) ? Banque, service de transfert d'argent, services monétaires par téléphone, ou GAB ? Un centre social, un centre d'aide gouvernemental ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problèmes ? Y a-t-il un quelconque moyen de transport payant, tel que autobus, taxi, vélomoteur ou tout autre moyen disponible quotidiennement ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

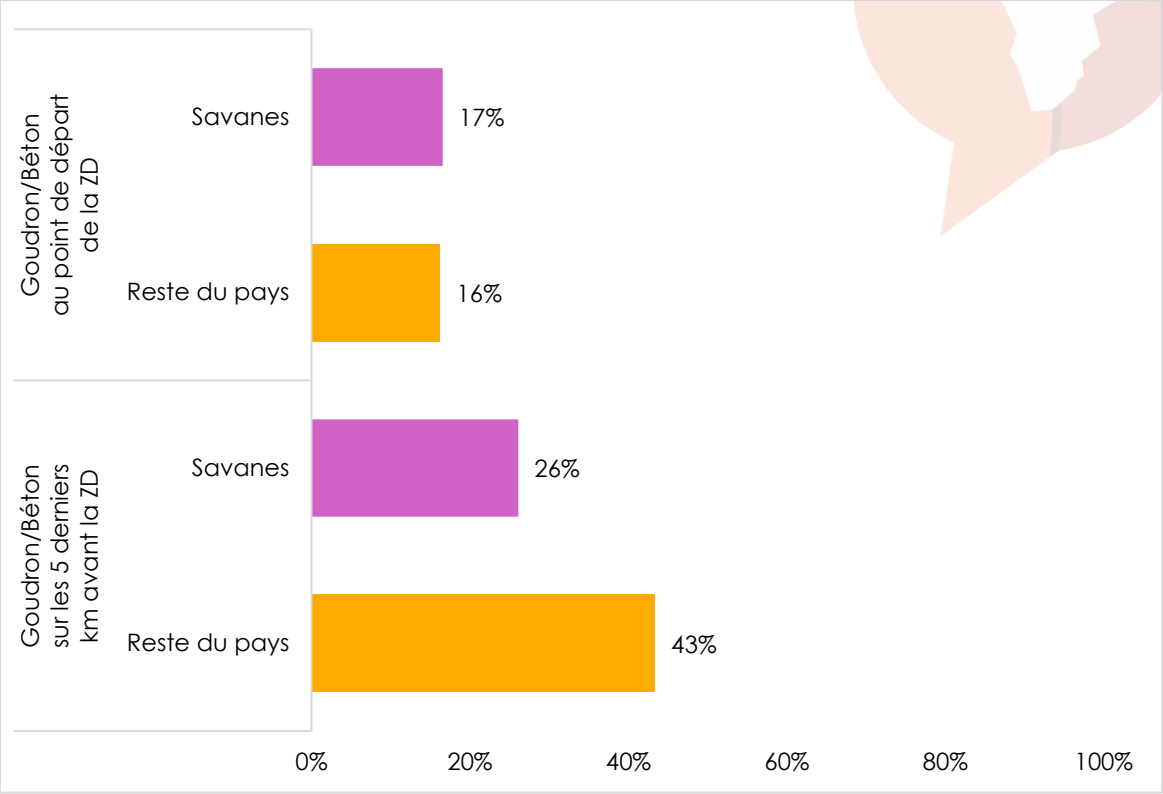
Figure 8 : Présence de service sécuritaire dans la zone : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024



Questions posées aux enquêteurs : *Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette ZD : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Poste de police/gendarmerie ? Des barrages de police/gendarmerie ou de l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 9 : Etat des routes d'accès et de la zone : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024



Questions posées aux enquêteurs :

Au point de départ de la ZD, la route était-elle : Terre ; Gravier non pavé ; Non pavé/Pierre/ Muram ; Goudron/Béton ; Pavé ; Non applicable/Non accessible par la route ?
Quel était le matériau le plus courant sur les 5 derniers kilomètres avant le point de départ de la ZD ? Terre ; Gravier non pavé ; Non pavé/Pierre/Muram ; Goudron/Béton ; Pavé ; Non applicable/non accessible par la route ?

Au-delà des infrastructures et des services, l'analyse de l'exclusion des opportunités économiques révèle des résultats qui contrastent avec ceux observés pour les infrastructures et les services.

En effet, les habitants de la région des Savanes sont plus nombreux à dire que le pays va dans la bonne direction (55% contre 34%) et que la situation économique actuelle du pays est « assez bonne » ou « très bonne » (42% contre 29%) que leurs compères dans le reste du pays (Figure 10).

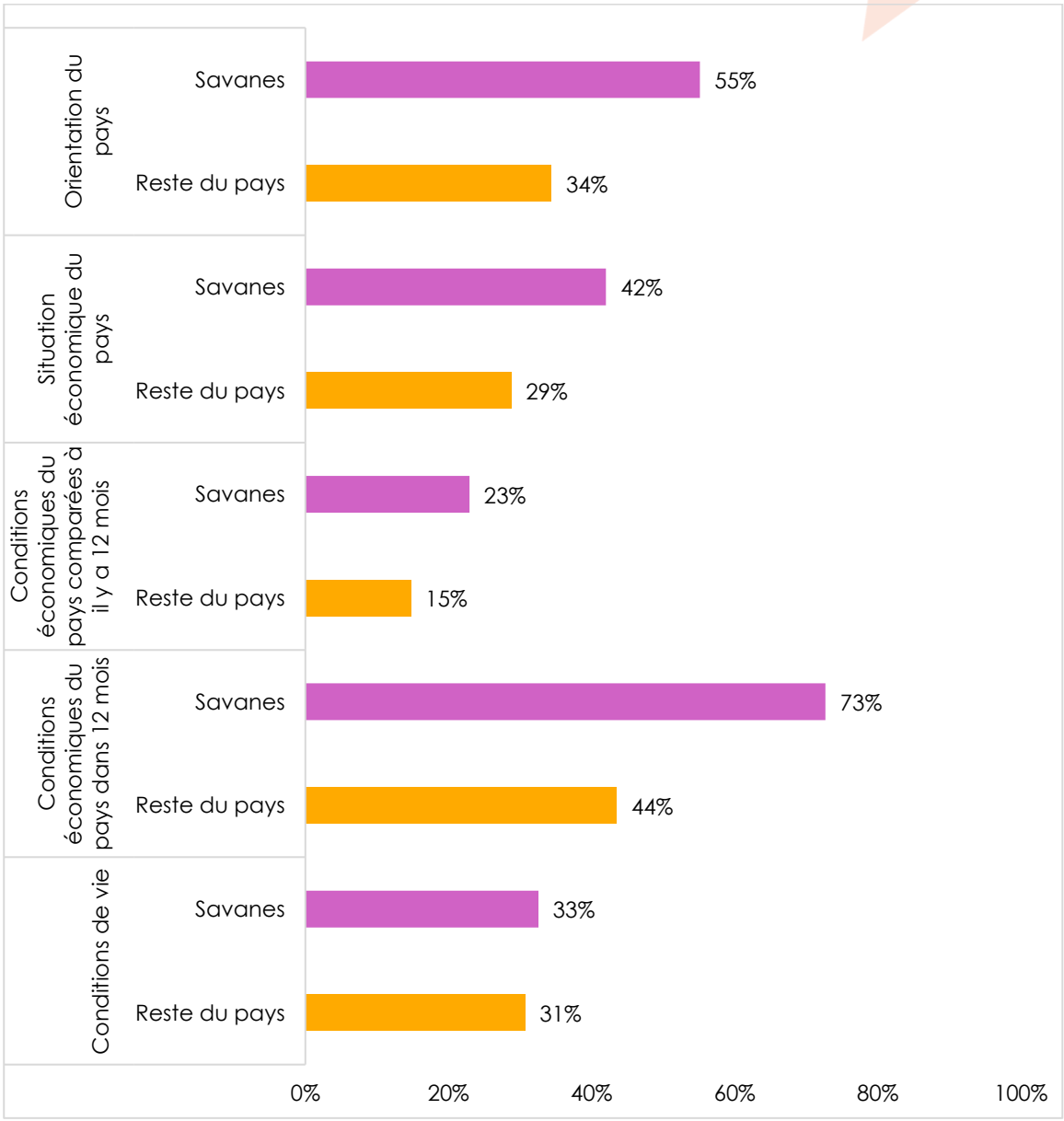
Ils sont également plus enclins de trouver que par rapport à il y a 12 mois, les conditions économiques du pays sont meilleures (23% contre 15%) et se projettent encore de façon plus optimiste sur les 12 mois à venir pour ces mêmes conditions économiques (73% contre 44%) que les habitants du reste du pays.

Les résidents de la région des Savanes (82%) comme ceux du reste du Togo (84%) se sentent majoritairement « uniquement Togolais », « plus Togolais que membres de leur groupe ethnique » ou « autant Togolais que membres de leur groupe ethnique » (Figure 11). Toutefois, les habitants des Savanes sont plus nombreux (21%) à percevoir un traitement inégal de la part du gouvernement sur une base ethnique que leurs concitoyens du reste du pays (10%). En revanche, la perception d'une inégalité de traitement devant la loi est similaire entre les deux groupes (56% contre 60%).

En définitive, l'analyse descriptive des paramètres politiques et économiques propices à l'implantation de mouvements extrémistes donne des résultats mitigés. En effet, quand on

s'attarde sur les infrastructures et les services, ils sont défavorables à la région des Savanes. Les perceptions sur les conditions économiques vont entièrement dans la direction opposée. En ce qui concerne les perceptions d'être victime de traitement injuste de la part du gouvernement sur la base de l'ethnie, les habitants de la région des Savanes se sentent plus lésés que ceux des autres régions.

Figure 10 : Orientation du pays, situation économique du pays et conditions de vie : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024

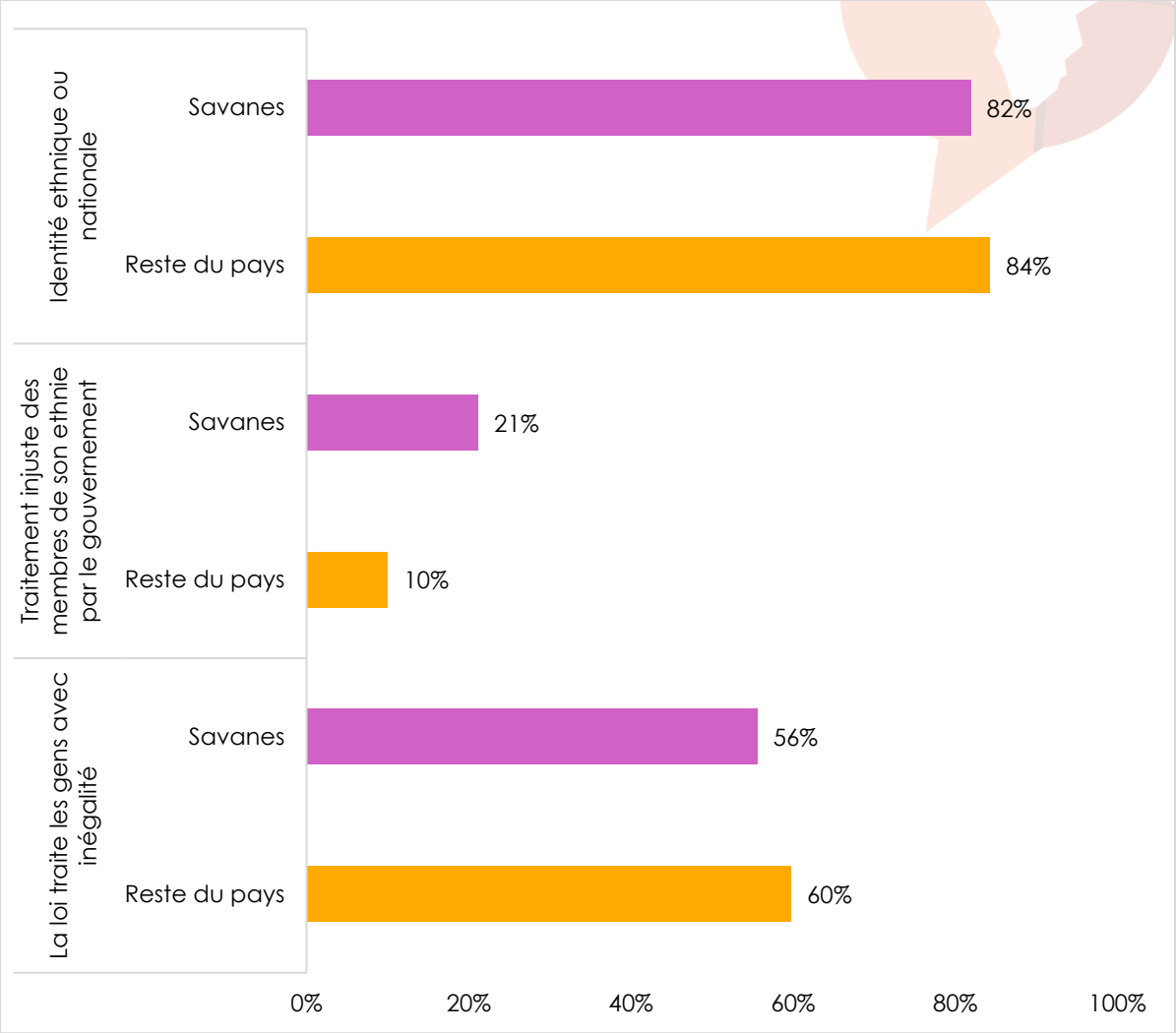


Questions posées aux répondants :

Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ? (% qui disent « bonne direction »)
De manière générale, comment décririez-vous : La situation économique actuelle du pays ? Vos propres conditions de vie actuelles ? (% qui disent « assez bien » ou « très bien »)
Considérant le passé, comment évaluez-vous les éléments suivants comparées à il y a 12 mois : Les conditions économiques de ce pays ? (% qui disent « meilleures » ou « bien meilleures »)
Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ? (% qui disent « meilleures » ou « bien meilleures »)

Copyright ©Afrobarometer 2025

Figure 11 : Vision identitaire et traitement inégal par la loi ou le gouvernement : Savanes vs. reste du pays | Togo | 2024



Questions posées aux répondants :

Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les gens sont traités inégalement devant la loi ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)
A quelle fréquence, le cas échéant, les [groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)
Supposons que vous ayez à choisir entre être Togolais(e) et être [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments : Je me sens uniquement Togolais(se) ; Je me sens plus Togolais(se) que [groupe ethnique du répondant] ; Je me sens autant Togolais(se) que [groupe ethnique du répondant] ; Je me sens plus [groupe ethnique du répondant] que Togolais(se) ; Je me sens uniquement [groupe ethnique du répondant] ? (% qui disent « Je me sens uniquement Togolais(se) » ; « Je me sens plus Togolais(se) que [groupe ethnique du répondant] » ; « Je me sens autant Togolais(se) que [groupe ethnique du répondant] »)

Quels facteurs influencent la confiance des Togolais dans la réponse gouvernementale au terrorisme et leur sentiment d'insécurité ?

Nous nous intéressons dans la suite de ce travail aux déterminants de 1) la confiance des Togolais au gouvernement face à la menace terroriste, 2) la montée du sentiment d'insécurité, 3) l'approbation de la communication gouvernementale sur la menace terroriste et 4) une perception positive de la réponse gouvernementale face au terrorisme.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Pour cela nous utilisons des régressions logistiques et présentons les odds ratios[2] des résultats de ces dernières dans le Tableau 1.

En suivant la littérature, nous examinons plusieurs facteurs qui pourraient influencer ces variables dépendantes :

- La confiance à la justice, à la police, à l'armée ainsi qu'aux acteurs politiques peut déterminer la confiance accordée au gouvernement pour lutter contre le terrorisme et l'approbation de ses efforts, y compris en matière de communication (Borum, 2004 ; Pantev, Ratchev, Tagarev, & Zaprianova, 2005 ; Banque Mondiale, 2020).
- De même les conditions économiques peuvent influencer la confiance des citoyens envers le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme, car une situation économique précaire peut augmenter la vulnérabilité des individus au recrutement par des groupes terroristes (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2023 ; Mayhew, McCullough, El Taraboulsi-McCarthy, Allen, & Levine, 2022).
- Selon Norris (2014), des élections perçues comme libres et justes renforcent la légitimité du gouvernement et par effet induit l'adhésion populaire à ses politiques, y compris sécuritaires.
- Le respect des libertés fondamentales peut accroître la confiance envers le gouvernement, en renforçant la légitimité de son action antiterroriste et l'adhésion citoyenne (Cerda-Guzman, 2015).
- La prise en compte des opinions des citoyens par le gouvernement de même que l'approbation de ses efforts en matière de lutte contre le terrorisme influencent leurs sentiments d'insécurité d'après van der Does, Kantorowicz, Kuipers, & Liem (2019).
- Les groupes marginalisés ou stigmatisés perçoivent une plus grande vulnérabilité, et l'identité collective (par exemple, se sentir davantage membre d'une ethnie que citoyen national) peut moduler la manière dont les individus évaluent la menace et la réponse de l'Etat (Dakono, 2022 ; Programme des Nations Unies pour le Développement, 2023).
- Nous intégrons enfin des variables contextuelles comme la résidence dans la région des Savanes, ainsi que des variables démographiques (âge, sexe, éducation, pauvreté, milieu de résidence urbain-rural) pour contrôler les résultats des régressions.

La résidence dans les Savanes, les inégalités régionales et le sentiment de discrimination n'affectent pas négativement la confiance dans la lutte contre le terrorisme

Les habitants de la région des Savanes présentent une probabilité 4,461 fois plus élevée d'éprouver un sentiment d'insécurité par rapport à ceux du reste du pays. Ainsi, malgré les efforts de lutte antiterroriste, le sentiment d'insécurité demeure plus prononcé dans cette région, ce qui n'est guère surprenant compte tenu de sa proximité avec les zones d'instabilité.

En même temps, être un habitant de la région des Savanes est associé à une probabilité de 2,634 fois plus élevée de faire confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste au Nord du pays que d'être un habitant du reste du pays. En ce qui concerne la façon dont le gouvernement communique ou répond aux préoccupations sur le terrorisme, les habitants des Savanes ont respectivement des probabilités de 2,179 et de 1,787 fois plus élevées que ceux du reste du pays.

[2] L'odds ratio (OR) est une mesure de la force et la direction de l'association entre la variable expliquée et une variable explicative. OR>1 signifie une association positive (augmentation de la probabilité de l'événement). Un OR=1 signifie qu'il n'y a pas d'association entre les deux variables. OR<1 signifie qu'il y a une association négative (diminution de la probabilité de l'événement).

Tableau 1 : Déterminants de la confiance et des perceptions face à la crise sécuritaire | Togo | 2024

	Confiance au gouvernement pour lutter contre le terrorisme	Sentiment d'insécurité croissant dû au terrorisme	Communication gouvernementale sur le terrorisme	Réponse gouvernementale face à la menace terroriste
Gouvernement réactif				
Les élus devraient écouter l'opinion des électeurs et faire ce qu'ils demandent	1.077	.94	.726	1.108
	(.242)	(.254)	(.169)	(.275)
Les députés écoutent les citoyens	.919	1.355	1.578	1.983**
	(.266)	(.439)	(.455)	(.605)
Libertés				
Se sentent libres d'exprimer leurs opinions	1.062	.628*	1.038	1.199
	(.215)	(.149)	(.206)	(.248)
Se sentent libres d'adhérer à une organisation politique de leur choix	1.279	1.011	1.214	.94
	(.326)	(.3)	(.32)	(.242)
Se sentent libres de voter sans pression	.948	1.228	1.59	1.854*
	(.274)	(.439)	(.495)	(.592)
Etat de droit				
Les juges et magistrats décident les affaires en fonction de l'influence des dirigeants politiques	1.022	1.497*	.758	.559**
	(.21)	(.353)	(.154)	(.126)
Les gens sont traités inégalement devant la loi	1.252	1.876**	1.518**	1.339
	(.261)	(.463)	(.312)	(.285)
Les officiels qui commettent des crimes restent impunis	.975	.717	1.31	1.683**
	(.203)	(.175)	(.273)	(.37)
Institutions et dirigeants				
Font confiance au parti au pouvoir	1.787***	1.571*	1.58**	1.862***
	(.37)	(.372)	(.323)	(.403)
Font confiance aux partis d'opposition	1.356	.959	1.257	.944
	(.274)	(.219)	(.257)	(.201)
Font confiance à la police ou gendarmerie	1.411	1.135	1.894**	1.885**
	(.372)	(.373)	(.506)	(.506)
Font confiance à l'armée	.981	.878	.674	.789
	(.259)	(.284)	(.174)	(.204)

Copyright ©Afrobarometer 2025

	Confiance au gouvernement pour lutter contre le terrorisme	Sentiment d'insécurité croissant dû au terrorisme	Communication gouvernementale sur le terrorisme	Réponse gouvernementale face à la menace terroriste
Elections				
Les dirigeants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres et transparentes	1.435*	1.482	1.719***	2.007***
	(.281)	(.372)	(.352)	(.415)
Ont voté aux dernières élections ou vont voter aux prochaines	1.307	1.317	1.041	1.338
	(.294)	(.366)	(.241)	(.323)
Dernière élection était libre et transparente	1.13	.691	.657**	.879
	(.225)	(.16)	(.128)	(.179)
Identité				
Ethnie injustement traitée par le gouvernement	.587*	1.049	.705	.515**
	(.161)	(.324)	(.202)	(.159)
Se sentent plus attachés au pays qu'à leur ethnie	.921	.451***	.409***	.416***
	(.244)	(.13)	(.109)	(.112)
Economie				
Le pays avance dans la bonne direction	1.428	1.239	2.17***	2.441***
	(.314)	(.311)	(.478)	(.589)
La situation économique du pays est bonne	.619*	.712	.962	.519**
	(.153)	(.201)	(.241)	(.143)
Les conditions de vie sont bonnes	1.068	.917	.695	1.342
	(.267)	(.262)	(.171)	(.34)
Pauvreté vécue[3] : (Réf. : pauvreté vécue élevée)				
Pauvreté vécue modérée	.803	1.159	.725	.612**
	(.172)	(.282)	(.165)	(.146)
Pauvreté vécue faible/nulle	1.038	1.926**	.488**	.491**
	(.28)	(.626)	(.136)	(.142)
Reste du pays vs. Savanes	2.634***	4.461***	2.179***	1.787**
	(.782)	(1.331)	(.591)	(.508)
Constante	.84	.825	.697	.369*
	(.454)	(.527)	(.405)	(.21)
Observations	783	655	757	752
Pseudo R^2	.099	.135	.119	.155
Les erreurs standard robustes sont entre parenthèses.				
**** p<.01, ** p<.05, * p<.1*				

[3] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

On peut déduire de ces résultats que malgré le sentiment élevé d'insécurité, la discrimination perçue envers les membres de leur groupe ethnique, et le manque d'infrastructures et de services, les habitants de la région des Savanes continuent à croire à l'efficacité des politiques gouvernementales de lutte contre le terrorisme. Ainsi, dans le cas du Togo, l'existence de conditions préalables favorisant un ancrage du terrorisme n'aggrave pas forcément la défiance des populations des régions touchées sur les actions du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme.

Mais il faut dire qu'en général, les citoyens qui estiment que les membres de leur groupe ethnique sont injustement traités par le gouvernement ont respectivement 1,70 et 1,94 fois moins de chances de faire confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste ou d'avoir une bonne perception de ses réponses aux préoccupations liées au terrorisme dans le Nord du pays, comparativement à ceux qui ne se sentent pas discriminés. Cependant, cette variable n'est pas corrélée avec la manière dont le gouvernement communique sur la question du terrorisme.

Influence de la situation économique perçue sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

Au niveau des indicateurs économiques, le fait de percevoir que le pays avance dans la bonne direction augmente la propension de percevoir que le gouvernement fait une bonne communication sur le terrorisme (2,17 fois plus) et que la réponse du gouvernement est bonne en ce qui concerne les préoccupations sur le terrorisme dans le Nord du pays (2,441 fois plus). En outre, le fait de percevoir que la situation économique actuelle du pays est bonne diminue par contre la propension de faire confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste au Nord du pays (1,61 fois moins) ou la réponse du gouvernement est bonne en ce qui concerne les préoccupations sur le terrorisme dans le Nord du pays (1,93 fois moins).

La perception de bonnes conditions de vie n'est pas significativement liée aux variables dépendantes. Les effets positifs perçus au niveau économique semblent agir dans les deux directions, ce qui appelle à un affinement de l'analyse avant toute conclusion définitive. Cela suggère que les investissements réalisés dans les zones touchées par le terrorisme ne suffiront pas, à eux seuls, à résoudre le problème du terrorisme. Une approche plus globale et multidimensionnelle s'avère nécessaire.

Influence d'un gouvernement réactif sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

La perception d'un gouvernement réactif semble jouer un rôle important dans l'évaluation des politiques de lutte contre le terrorisme. En effet, le fait de penser que les députés font de leur mieux pour écouter les préoccupations des citoyens ordinaires augmente de 1,983 fois la probabilité de juger positive la réponse gouvernementale face à la menace terroriste dans le Nord du pays. Cette variable n'exerce cependant aucun effet significatif sur les autres dimensions étudiées, notamment la confiance envers le gouvernement, le sentiment de sécurité ou la perception de la communication officielle.

Par ailleurs, l'opinion selon laquelle les élus devraient écouter les citoyens et agir conformément à leurs attentes n'a pas d'effet statistiquement significatif sur les variables dépendantes. Ce résultat suggère que l'évaluation positive de la réactivité institutionnelle repose moins sur des principes normatifs que sur une perception concrète de l'écoute et de la prise en compte des préoccupations des citoyens.

Influence des libertés individuelles sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

Les perceptions relatives aux libertés individuelles produisent des effets contrastés. Le sentiment de liberté d'expression est associé à une diminution de 1,59 fois de la probabilité de se sentir en sécurité. Ce résultat, apparemment contre-intuitif peut s'expliquer par le fait

que les individus qui s'expriment librement sont souvent plus exposés ou plus conscients des tensions politiques et sécuritaires, ce qui peut renforcer leur sentiment d'insécurité. Cette variable n'exerce toutefois aucune influence significative sur la confiance envers le gouvernement, la perception de sa communication ou l'évaluation de sa réponse au terrorisme.

En revanche, la perception d'une liberté de vote sans pression accroît de 1,854 fois la probabilité d'approuver la réponse gouvernementale à la menace terroriste, traduisant un lien entre intégrité électorale perçue et légitimité des politiques sécuritaires. Cette variable n'affecte pas les autres indicateurs.

Le sentiment d'être libre d'adhérer au parti politique de son choix ne présente aucun effet significatif sur les variables considérées.

Influence de l'état de droit sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

Les perceptions liées à l'équité et à l'impartialité du système judiciaire jouent un rôle ambivalent.

Ainsi, la perception selon laquelle les juges et magistrats rendent leurs décisions sous influence politique augmente de 1,497 fois la probabilité de se sentir en insécurité, tout en réduisant de 1,79 fois celle d'approuver la réponse gouvernementale à la menace terroriste. Ce résultat suggère que la perception d'une justice politisée mine la confiance envers l'Etat et affaiblit la légitimité des actions sécuritaires.

De même, le sentiment d'un traitement inégal devant la loi accroît simultanément la probabilité de se sentir en insécurité (1,876 fois plus) et d'approuver la communication gouvernementale sur le terrorisme (1,518 fois plus), traduisant une tension paradoxale entre méfiance institutionnelle et adhésion discursive aux politiques officielles.

La perception que les officiels coupables de crimes restent impunis est associée à une probabilité 1,683 fois plus élevée d'approuver la réponse gouvernementale face à la menace terroriste. Ce résultat peut sembler surprenant, mais il pourrait refléter une attitude de résignation ou une adhésion pragmatique à la rhétorique sécuritaire malgré un déficit perçu d'Etat de droit.

Influence des institutions et des dirigeants sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

La confiance institutionnelle et partisane constitue un facteur déterminant.

Les individus qui déclarent faire confiance au parti au pouvoir présentent respectivement des probabilités 1,788, 1,571, 1,58 et 1,862 plus élevées de faire confiance au gouvernement dans la lutte contre le terrorisme ; d'éprouver un sentiment accru d'insécurité ; d'approuver la communication gouvernementale ; et de juger positivement la réponse de l'Etat face à la menace terroriste.

L'association entre confiance politique et sentiment d'insécurité accru peut paraître paradoxale : Elle suggère que les partisans du pouvoir, plus informés ou plus engagés dans le débat public, reconnaissent la gravité du contexte sécuritaire tout en maintenant leur confiance dans l'action gouvernementale.

De même, la confiance dans la police accroît la probabilité d'approuver la communication gouvernementale 1,894 fois et la réponse gouvernementale 1,885 fois. En revanche, fait notable, la confiance envers l'armée, pourtant acteur central du dispositif sécuritaire, n'a pas d'effet significatif sur les attitudes étudiées.

La confiance dans les partis d'opposition quant à elle ne montre aucune relation significative avec les variables dépendantes.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Influence des élections sur l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme

Les valeurs démocratiques et la perception du processus électoral influencent également l'approbation des réponses sécuritaires.

Le fait de penser que les dirigeants devraient être choisis par des élections régulières, libres et transparentes augmente la probabilité de faire confiance au gouvernement pour lutter contre le terrorisme (1,435 fois plus), d'approuver sa communication (1,719 fois plus) et de juger positivement sa réponse à la menace terroriste (2,007 fois plus).

Cependant, la conviction que les dernières élections ont effectivement été libres et transparentes réduit de 1,52 fois la probabilité d'approuver la communication gouvernementale sur le terrorisme, suggérant que la satisfaction démocratique réelle n'est pas nécessairement associée à une adhésion au discours sécuritaire officiel.

Enfin, le fait de se projeter comme électeur lors des prochaines élections n'a aucun effet significatif sur les variables dépendantes.

Ces résultats montrent que l'adhésion aux politiques de lutte contre le terrorisme repose sur un équilibre complexe entre légitimité institutionnelle, confiance politique et perception des libertés.

La réactivité perçue du gouvernement et la confiance institutionnelle renforcent l'adhésion aux politiques sécuritaires. En revanche, la perception d'injustice ou d'inégalités devant la loi accroît le sentiment d'insécurité, tout en alimentant parfois une adhésion discursive paradoxale à la communication gouvernementale. Enfin, la liberté perçue, qu'elle soit d'expression ou de vote, agit de manière différenciée : La première alimente la vigilance et donc l'insécurité, tandis que la seconde confère une légitimité accrue à l'action publique.

Conclusion

Une majorité de Togolais saluent la réponse du gouvernement face au terrorisme et lui font confiance pour gérer cette menace, avec un soutien particulièrement marqué dans les Savanes. Toutefois, la communication officielle suscite des avis partagés, soulignant l'importance de mieux informer et rassurer la population.

Cette analyse met en lumière la complexité des dynamiques qui sous-tendent la confiance des citoyens togolais dans la réponse gouvernementale et leur sentiment d'insécurité. Les résultats suggèrent que le terrorisme dans le Nord du pays ne peut être considéré comme un phénomène endogène. Les fragilités locales ne semblent pas entraîner une défiance marquée envers les actions du gouvernement, bien que les investissements réalisés aient renforcé l'optimisme économique dans les Savanes. Cependant, ces efforts économiques ne constituent pas une solution miracle : La lutte contre l'extrémisme nécessitera une approche multidimensionnelle, durable et centrée sur la résilience communautaire.

Parallèlement, l'intensification du sentiment d'insécurité n'est pas uniquement liée à la proximité géographique du conflit, mais aussi à la perception de l'Etat de droit, des libertés civiles et de l'attachement national.

En somme, les autorités togolaises gagneraient à consolider non seulement leurs actions sécuritaires et économiques, mais également la légitimité démocratique de leurs institutions. Des réformes axées sur la justice, la gouvernance inclusive et la communication transparente sont essentielles pour instaurer un cercle vertueux entre sécurité, confiance et stabilité.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Références

Africa Defense Forum. (2024). Les pays du golfe de Guinée combinent leurs forces pour sécuriser le domaine maritime. 3 avril.

Allan, H., Glazzard, A., Jesperson, S., Reddy-Tumu, S., & Winterbotham, E. (2015). Drivers of violent extremism: Hypotheses and literature review. Royal United Services Institute.

Bako-Arifari, N., Amouzou-Glikpa, A., & Chabi-Imorou, A. (2024). Les relations intercommunautaires en contexte de menaces sécuritaires asymétriques au Nord-Bénin et au Nord-Togo. Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local. Etudes et Travaux No.123.

Banque Mondiale. (2020). Enhancing government effectiveness and transparency: The fight against corruption.

Borum, R. (2004). Psychology of terrorism. University of South Florida.

Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme. (2021). *Revue africaine sur le terrorisme, 11*(3).

Cerda-Guzman, C. (2015). La lutte contre le terrorisme en droit constitutionnel étranger : Vers un nouvel équilibre entre sécurité et libertés ? *Revue des droits et libertés fondamentaux,* 14.

Dakono, B. (2022). Du « tout sécuritaire » au dialogue diplomatique : Faut-il envisager une stabilité négociée au Sahel ? Friedrich-Ebert-Stiftung.

Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest. (2024). Rapport annuel 2023.

Institut d'Etudes de Sécurité. (2019). Le Togo à l'épreuve de la menace terroriste.

Institut d'Etudes de Sécurité. (2023). La collaboration population-État contre l'extrémisme au Bénin et au Togo : Une arme à double tranchant.

International Crisis Group. (2024). L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste. Briefing No. 149.

Khalfaoui, M. (2025). Une ligne de front tracée dans le sable : La progression djihadiste au nord du Bénin et du Togo.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Mayhew, L., McCullough, A., El Taraboulsi-McCarthy, S., Allen, M., & Levine, S. (2022). L'intersection entre les conditions socio-économiques et la radicalisation des jeunes. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Ministère de la Sécurité. (2019). Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Ministère des Armées. (2022). Arrêté interministériel portant création de l'opération Koundjoaré.

Norris, P. (2014). *Why electoral integrity matters*. Cambridge University Press.

Pantev, P., Ratchev, V. Tagarev, T., & Zaprianova, V. (2005). Civil-military relations and democratic control of the security sector. G.S. Rakovsky Defense and Staff College, Sofia, Bulgaria.

Portail Officiel de la République Togolaise. (2021). Un plan d'urgence en vue pour les Savanes.

Portail Officiel de la République Togolaise. (2023). Terrorisme : Le Togo se dote d'un programme d'urgence pour renforcer la résilience et la sécurité des communautés.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (2023). Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : Les voies de recrutement et de désengagement.

Psaledakis, D. (2025). Al Qaeda affiliate has killed dozens of civilians in Togo this year, minister says. Reuters. 29 juillet.

Copyright ©Afrobarometer 2025

Van der Does, R., Kantorowicz, J., Kuipers, S., & Liem, M. (2019). Does terrorism dominate citizens' hearts or minds? The relationship between fear of terrorism and trust in government. *Terrorism and Political Violence, 33*(6), 1276-1294.

Annexe : Questions de l'enquête

Variables dépendantes
A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour contenir voire éradiquer la menace terroriste du Nord du pays ? (% qui disent « partiellement » ou « beaucoup » confiance au gouvernement)

A quel point la situation sécuritaire dans le Nord du pays augmente votre sentiment d'insécurité dans vos activités quotidiennes ? (% qui disent « augmente partiellement » ou « augmente beaucoup » le sentiment d'insécurité)

Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement communique par rapport aux préoccupations sur le terrorisme au Nord du pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement répond aux préoccupations sur le terrorisme au Nord du pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Gouvernement réactif
Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
Affirmation 1 : Nos élus devraient écouter l'opinion des électeurs et faire ce qu'ils demandent.
Affirmation 2 : Nos dirigeants élus devraient suivre leurs propres idées pour décider de ce qui est bien pour le pays.
(% qui choisissent l'Affirmation 2)

Combien de fois pensez-vous que les députés font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Identité
A quelle fréquence, le cas échéant, les [groupe ethnique du répondant] sont-ils injustement traités par le gouvernement ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Supposons que vous ayez à choisir entre être Togolais(e) et être [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ? (% qui disent « je me sens uniquement Togolais (e) » ou « je me sens plus Togolais (e) que [groupe ethnique du répondant] » ou « je me sens autant Togolais (e) que [groupe ethnique du répondant] »)

Libertés
Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion ? (% qui disent « assez libres » ou « entièrement libres)

Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'adhérer à une organisation politique de votre choix ? (% qui disent « assez libres » ou « entièrement libres »)

Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ? (% qui disent « assez libres » ou « entièrement libres »)

Copyright ©Afrobarometer 2025

Etat de droit
Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les juges et les magistrats décident-ils des affaires en fonction de l'influence des dirigeants politiques, des fonctionnaires ou d'autres personnes puissantes, plutôt qu'en fonction de la loi ? (% qui disent « rarement » ou « jamais »)

Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les gens sont traités inégalement devant la loi ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les officiels qui commettent des crimes restent-ils impunis ? (% qui disent « rarement » ou « jamais »)

Institutions et dirigeants
A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : le parti au pouvoir, UNIR ? Les partis politiques d'opposition ? La police/gendarmerie ? Les forces de défense du Togo (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

Elections
Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes.
Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.
(% qui choisissent l'Affirmation 2)

Parfois les gens ne peuvent pas voter dans les élections, par exemple parce qu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, ils ne pouvaient y aller, ou quelqu'un les a empêchés de voter. Et vous ? Lors des dernières élections législatives de 2024, avez-vous voté, ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou vous ne pouvez-vous rappeler si vous avez voté ? (% qui disent « j'ai voté aux élections »)

Globalement et selon vous, à quel point les toutes dernières élections législatives de 2024 étaient-elles libres et transparentes ? (% qui disent « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes, mais avec des problèmes mineurs »)

Economie
Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction ? (% qui disent « la bonne direction »)

De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays ? (% qui disent « assez bien » ou « très bien »)

De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ? (% qui disent « assez bien » ou « très bien »)

Reste du pays vs. Savanes
Région d'habitation (% qui habitent la région des Savanes)

Copyright ©Afrobarometer 2025

Hervé Akinocho est le directeur du Center for Research and Opinion Polls (CROP), partenaire national d'Afrobarometer au Togo.

Emmanuel Houenou est chargé de communication au Center for Research and Opinion Polls (CROP).

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ), soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Z.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@ afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica.**

Couverture : *Adapté d'une photo par Thomas Ashlock via Unsplash.com*

Contact :
herve.akinocho@crop-africa.org
houenoumanu01@gmail.com